



## **ARRÊTÉ MODIFICATIF**

portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011, modifié le 31 mars 2015, autorisant le G.A.E.C. de Beau Soleil à exploiter au lieu-dit « Stanguenat » à BOURBRIAC, un élevage avicole et bovin ;
- Vu** la demande présentée le 5 mars 2019 par le G.A.E.C. de Beau Soleil représenté par Jacqueline et Hervé Le Floc'h, dont le siège social est situé au lieu-dit « Stanguenat » à BOURBRIAC, en vue d'effectuer à la même adresse ;
- l'extension de l'élevage bovin qui passe de 200 à 230 vaches laitières, la modification du nombre d'emplacements avicole (soit 90000 ), la mise à jour du plan d'épandage et de la gestion des déjections ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 14 juin 2021 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 25 juin 2021 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il s'agit de 2 installations classées relevant respectivement du régime de l'enregistrement et de l'autorisation, régulièrement autorisées et qu'elles sont situées sur le même site ;

**Considérant** qu'il y a une diminution des effectifs de volailles mis en places ;

**Considérant** qu'il y a une augmentation des effectifs de vaches laitières ;

**Considérant** que si des annexes de l'installation ne sont pas situées à distance réglementaire des tiers, l'augmentation de cheptel sollicitée est elle à plus de 100 m des tiers ;

**Considérant** que l'ensemble des déjections est géré sur terres en propre ;

**Considérant** que le pétitionnaire démontre qu'il est en mesure de respecter l'équilibre de la fertilisation compte tenu des pratiques présentées ;

**Considérant** qu'un bassin tampon de sédimentation est en projet pour palier l'augmentation du volume de déjections liquides à gérer ;

**Considérant** que les capacités de stockage réglementaires sont présentes sur l'exploitation compte tenu des pratiques d'élevage présentées ;

**Considérant** qu'un captage busé et 2 forages servent à l'alimentation en eau de l'exploitation et que l'exploitation d'un 3<sup>e</sup> forage est abandonnée ;

**Considérant** que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011 sont modifiées comme suit :

« Le GAEC BEAU SOLEIL, ci-après dénommé l'éleveur, situé à BOURBRIAC, au lieu-dit « Stanguenat » est autorisé à exploiter, à cette adresse, à moins de 100 mètres des habitations des tiers les plus proches, un élevage de volailles sur litières (poulets légers, poulets standards et poulets lourds) dont la capacité maximale est de 90 000 emplacements et un élevage de 230 vaches laitières, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et sous réserve que :

- La rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 15 120 unités par an et la quantité de phosphore produite à 8916 unités par an pour l'élevage de volailles.
- Les pratiques d'élevage et les effectifs élevés permettent de limiter la quantité d'azote produite à 34 748 unités par an et la quantité de phosphore produite à 15 149 unités par an pour l'élevage de bovins. »

### **Article 2 : Nature des installations**

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A , D,E , NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Nombre total d'emplacem- ents	> 40 000 emplacem- ents	1 place de poulet léger = 1 emplac- ement	90 000	Emplace- ments
2101	2) b.	E	Élevage de vaches laitières	Élevage	Nombre de vaches laitières	De 151 à 400	vaches	230	vaches

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; E : (enregistrement) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6 a)	DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

## 2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
BOURBRIAC	Élevage de volailles et élevage de vaches laitières	Section XR	N° : 111, 112, 127, 129, 130, 131 et 132

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

## 2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles (poulaillers et annexes).

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011 sont modifiées comme suit :

### « 3.1. - Conduite d'élevage

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées :

Bâtiment	Surface d'élevage	Mode d'élevage	Nature des effluents produits
P1	1700 m²	Sol claustration	Litière
P2	1200 m²	Sol claustration	Litière

3.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées ou épandues. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

3.5. - L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs. »

### 3.6. - Sécurité

3.6.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.6.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.6.3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

3.6.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet »

#### **Article 4 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de vaches laitières**

##### **4.1. - Conduite d'élevage**

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées :

Cheptel	Effectif	Mode d'élevage	Temps passé à l'extérieur des bâtiments
Vaches laitières en production	200	Logettes lisier	Supérieur à 3 mois et inférieur à 4 mois
Vaches laitières en production (tarées)	30	Aire paillée intégrale	Supérieur à 3 mois et inférieur à 4 mois

##### **4.2. - Prescriptions particulières concernant le traitement des effluents**

4.2.1. - Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, l'élevage comprend une unité de traitement primaire des effluents, composée d'un Bassin Tampon de Sédimentation (BTS) d'une surface au sol de 90 m<sup>2</sup>.

4.2.2. - Les effluents peu chargés avant traitement, comprenant les eaux blanches du bloc de traite et les eaux vertes des quais et du parc d'attente subissent un traitement primaire par décantation via le BTS qui permet l'obtention de 2 produits :

- Un effluent traité qui subit un traitement secondaire par épandage sur prairies au moyen d'un asperseur. La valeur fertilisante de cet effluent après traitement primaire ne peut excéder 0,5 unités d'azote par m<sup>3</sup>.
- Des boues décantées qui sont reprises à la tonne à lisier.

4.2.3. - L'asperseur, destiné à épandre l'effluent traité, est déplacé autant de fois que nécessaire en vue de respecter les quantités maximales d'azote efficace par ha (20 kg d'azote efficace par ha) autorisées en période d'interdiction d'épandage définies par le programme d'action régional nitrates et les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral GREN en matière d'équilibre de la fertilisation compte tenu des autres apports d'éléments fertilisants de toute nature.

##### **4.2.4. - Autosurveillance :**

Une analyse de l'effluent traité épandu par aspersion est réalisée annuellement. L'analyse porte notamment sur la valeur fertilisante en azote et sur le taux de MES.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les inspecteurs des installations classées ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

##### **4.2.5. - Assistance technique :**



Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur un registre à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

#### 4.2.6. - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.

La mise en service du traitement par Bassin Tampon de Sédimentation doit être réalisée avant l'augmentation de cheptel de vaches laitières sollicitée.

En cas de dysfonctionnement momentané, les effluents sont stockés sur l'exploitation en amont du Bassin Tampon de Sédimentation. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement primaire des effluents, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale de stockage de l'exploitation.

### Article 5 : Prescriptions épandage sur céréales

L'exploitant doit disposer des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

### Article 6 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011 sont modifiées comme suit :

#### « 6.1. - Ouvrages en service

L'exploitant est autorisé à prélever :

- par forage (F1) prévu sur la parcelle section XR, n°103 ;
- par forage (F2) prévu sur la parcelle section XR, n°112 ;
- par captage busé sur la parcelle section XR, n°79 ;

L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Les ouvrages doivent par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1<sup>er</sup> avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

#### 6.2. - Ouvrage abandonné

Le forage (F3) situé sur la parcelle section XR, n°101 est abandonné et doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. Le service chargé de l'inspection des installations classées sera informé à l'issue de la phase de comblement. Le comblement de cet ouvrage doit intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté. »

### Article 7 : Autres dispositions

L'arrêté préfectoral du 31 mars 2015 est abrogé.

Les articles 3 et 4 et 6 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011 sont supprimés

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011 sont modifiées comme suit :

« La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre ii du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

#### **Article 8 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Bourbriac pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Bourbriac pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

#### **Article 9 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 10 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Bourbriac et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

**30 JUIN 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara